



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
2 F B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 189
Jeudi 24 MAI 1973

RIPOSTE AUX AGRESSIONS FASCISTES !

A Saint-Etienne, en pleine nuit, la maison d'un ouvrier a été plastiquée. C'est un pur hasard s'il n'y a pas eu de victime. Cet attentat visait un ouvrier licencié récemment de chez Jacquemard. Il y avait été un des plus actifs durant la grève. A ce moment-là, Jacquemard avait fait occuper l'usine par une milice fasciste qui avait agressé les travailleurs.

Par le terrorisme, Jacquemard compte faire taire les travailleurs, leur faire accepter les cadences, les bas salaires, les « accidents » du travail, les brimades. C'est déjà par ce moyen que lui et ses semblables opéraient à l'époque de l'O.A.S. Jacquemard est aujourd'hui un de ceux qui financent les gangsters fascistes d'« Ordre nouveau » et du « Front national ».

Ce qui vient de se passer à Saint-Etienne est grave et doit appeler la vigilance de tous les travailleurs, de tous les antifascistes. C'est la preuve que les fascistes sont prêts à essayer de briser les luttes des travailleurs par la violence, par le terrorisme.

C'est d'autant plus grave que ce n'est pas isolé. Dans la dernière période, en de nombreux endroits,

des bandes fascistes ont attaqué des ouvriers, des lycéens, des étudiants.

Chez Renault, Peugeot, Citroën, des milices ont recouru à la violence et à la menace contre les ouvriers. Les milices patronales deviennent de plus en plus fréquentes dans les entreprises. Les méthodes fascistes ont tendance à devenir la règle. Par tous les moyens, le patronat veut mettre les ouvriers à genoux, briser les grèves pour tenter de décourager la classe ouvrière.

Pour cela, il utilise aussi les tribunaux. Chez Peugeot, Renault, Pêchiney, etc., les directions ont poursuivi des ouvriers. *Ce qui est en cause derrière tout cela, c'est le droit de grève.* A chaque fois, c'est la classe ouvrière qui est visée, c'est son avenir qui est en jeu.

C'est là la « fermeté » dont parlait récemment Pompidou et que ses ministres viennent d'illustrer : Fontanet menace les lycéens et les étudiants, Druon les artistes, Galley ceux qui critiquent l'armée du capital, Marcellin veut prolonger la garde à vue. *Ce sont toutes les libertés démocratiques qui se*

trouvent ainsi mises en cause et toutes les couches du peuple qui sont menacées.

Toute l'activité du pouvoir est dictée par la peur. Peur de la classe ouvrière, peur de la jeunesse, peur de tous ceux qui ont assez des méfaits de ce régime, peur des idées révolutionnaires qui ne cessent de gagner du terrain.

Plus le temps passe et moins la réaction peut gouverner par les vieilles méthodes de la démagogie sociale, de la collaboration de classe. Elle a de plus en plus recours aux méthodes fascistes, à la fascisation.

La bataille pour la défense des libertés démocratiques est plus que jamais à l'ordre du jour. A toute agression, à toute menace, il doit y avoir riposte.

Face au pouvoir fascisant, doit se forger l'unité de la classe ouvrière et du peuple dans les entreprises, dans les quartiers. Tout pas accompli dans ce sens est un gage de succès pour les combats à venir. C'est à quoi les marxistes-léninistes œuvrent et œuvreront.

Vendredi 1^{er} Juin - 20 h. 30 - Grande Salle de la Mutualité
MEETING DE SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE CAMBODGIEN

organisé par le C.I.L.A. (centre d'information sur la lutte anti-impérialiste)



Soutenu par « l'Humanité Rouge », le P.S.U., La Cause du Peuple, le M.N.S.P.I., Ligne Rouge.

avec la participation d'un représentant de la mission du FUNK.

Projection du film : « Le retour historique de Samdech Norodom Sihanouk dans son pays dont le territoire est déjà libéré à 90 % »

Paris 20^e : NOUS VOULONS LA CARTE DE TRAVAIL

Depuis le 16 mai, nous, une cinquantaine de travailleurs immigrés sans papiers, avons entamé une grève de la faim massive et active :

— Pour la carte de travail dès l'embauche ;

— Pour l'abrogation de la circulaire Marcellin-Fontanet.

Partout, nous irons expliquer et faire connaître notre lutte.

Depuis des mois nous luttons pour que soient respectés nos droits d'ouvriers. Nous avons frappé à toutes les portes :

— Direction régionale de la Main-d'Œuvre ;

— Direction départementale de la Main-d'Œuvre (ce jour-là, le 26 avril, la police nous a arrêtés à 80 et gardés à vue pendant vingt-quatre heures) ;

— Ministre du Travail ;

— Assemblée nationale ;

— Direction de l'Office national de l'Immigration.

Les responsables ont répondu par de grandes déclarations, MAIS NOTRE SITUATION N'A PAS CHANGE.

Notre grève de la faim, ce n'est pas un appel à la pitié, c'est le résultat de trois mois de lutte. Nous sommes des ouvriers, nous avons du travail, nous sommes utiles à la France et on nous refuse le droit d'être considérés comme des travailleurs.

NOUS VOULONS LA CARTE DE TRAVAIL PARCE QUE NOUS VOULONS ETRE DES TRAVAILLEURS LIBRES ET NON PAS DES ESCLAVES : esclaves en travaillant au noir, ou esclaves en travaillant sous contrat.

Le travail au noir pour nous, c'est les salaires les plus bas, des horaires inhumains (douze ou treize heu-

res de suite dans des restaurants à 800 F par mois, comme aussi dans le nettoyage ou sur les chantiers). La Sécurité Sociale on la paie au patron, mais très souvent il ne nous déclare pas : en cas d'accident ou de maladie, pour nous c'est le licenciement, sans indemnités.

Pour ceux qui travaillent sous contrat : un contrat lié au titre de séjour et au logement. Nous sommes obligés de rester un an avec le même patron en faisant le travail le plus pénible. Nous n'avons pas le droit de lutter avec nos frères ouvriers français : dès qu'on essaie de demander nos droits, notre contrat est cassé ; c'est le licenciement et l'expulsion de France.

Voilà ce que c'est la circulaire Marcellin-Fontanet !

Nous ne pouvons plus supporter cette méthode d'esclavage. Nous nous révoltons pour avoir nos droits.

Habitants du quartier, travailleurs français, qui n'êtes informés que par la radio, les journaux ou la télévision, venez discuter avec nous, venez apporter vos suggestions pour mener cette lutte à bien. Ensemble, nous trouverons les moyens d'informer le plus grand nombre de personnes ; ensemble nous nous battrons pour que soient reconnus les droits des travailleurs.

CAR LORSQU'UN OUVRIER EST ESCLAVE, C'EST TOUTS LES OUVRIERS QUI LE SONT.

Nous vous accueillerons au local des grévistes de la faim : EGLISE NOTRE-DAME-DE-LA-CROIX A MENILMONTANT, 4, RUE D'EUPATORIA, PARIS-20^e. Métro : Ménilmontant.



Saint-Etienne :

41^e JOUR DE LA GRÈVE DE LA FAIM

Un gréviste sur trois n'a pas reçu la lettre du préfet qui seule permet la demande à l'agence pour l'emploi, et cela après douze jours de démarches au commissariat ;

— Pour deux grévistes, on invoque des motifs médicaux ;

— Pour sept grévistes, on invoque la nécessité d'une enquête (alors que d'après la lettre du préfet, cette enquête devait suivre et non précéder la remise de la lettre) ;

— Pour sept grévistes, on invoque leur âge (inférieur à 18 ans).

Un accord avait été passé sur ce point avec le commissaire Lhopital.

Cet accord a été rompu unilatéralement vendredi.

— Un gréviste est refusé parce qu'il est Marocain.

C'est une violation ouverte des engagements du 30 avril où il était prévu une régularisation solidaire des 51, à la seule exception de délits de droit commun.

En particulier, la préfecture savait le 30 avril qu'il y avait des mineurs de moins de 18 ans.

En conséquence, les grévistes ont décidé de poursuivre leur grève.

Devant cette véritable provocation, une riposte de toutes les forces mobilisées autour des grévistes s'impose.

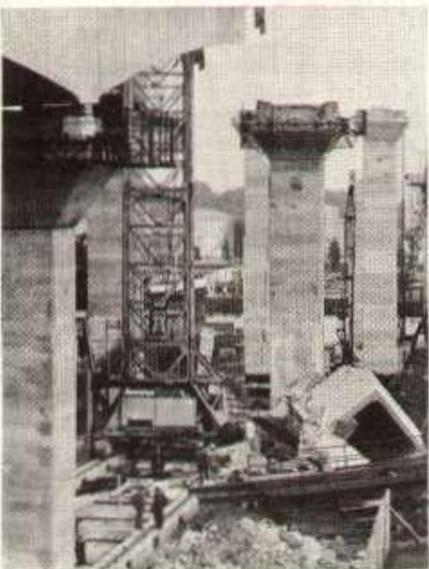
NE RIEN FAIRE, C'EST CRIMINEL.

Les grévistes sont décidés plus que jamais à continuer la lutte.

Caen :

Encore une fois le capital a tué

Cinq ouvriers sont morts sur un chantier à Caen. La direction et la préfecture parlent d'« erreur humaine ». La construction du viaduc avait plusieurs mois de retard et des cadences infernales étaient imposées aux travailleurs au mépris de leur sécurité. Est-ce cela « l'erreur humaine » ? Ou bien ne s'agit-il pas plutôt d'un de ces crimes légaux que les capitalistes commettent au nom du profit. Dans ce régime, la vie de l'ouvrier ne compte pas, seul compte le profit.



Après la grève du 15 mai, un enseignant nous écrit : CONTINUONS LA LUTTE !



« Grève largement suivie le 15 mai » : les responsables syndicaux sont contents ; mais dans mon coin leurs sourires sont un peu crispés. Car le jour de la grève, ils ont eu une belle trouille.

Ils avaient pourtant fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas la préparer activement et lui enlever tout caractère combatif : grève annoncée à peine quelques jours avant, pas d'explications au fond, pas d'assemblées générales de grévistes dans les écoles... Pourtant, il avait bien fallu organiser un meeting à l'échelle de la ville.

Tour à tour, les responsables des différents syndicats (instituteurs, professeurs, professeurs d'École Normale, professeurs de gymnastique...) ont pris la parole sur le thème : « Nous les syndicats faisons tout pour les auxiliaires » et d'accumuler leurs admirables bagarres aux réunions des commissions paritaires, groupes de travail, etc., et au cours des entrevues avec inspecteurs et recteurs ; et de

critiquer avec véhémence tout autre façon de voir la bataille des auxiliaires (il faut dire qu'un comité de défense des auxiliaires est en voie de création dans la région !). Pour éviter d'être contredit, on n'a pas donné la parole à la salle.

Mais la salle, elle, a PRIS LA PAROLE. « Ras-le-bol d'être traités en petits garçons ; le syndicat c'est nous ! Il faut continuer la lutte ! Qu'allons-nous faire maintenant ? », etc. On n'avait jamais vu ça ici... Et les responsables syndicaux d'injurier à qui mieux mieux tout un chacun, faute d'arguments ! Triste spectacle : le syndicat est leur propriété ; gare au syndiqué qui dit son mot ! La colère était grande dans la salle ; mais le dégoût aussi et rien de constructif n'est sorti dans l'immédiat de cette volonté presque unanime de continuer la lutte.

Le soir de la grève, s'est tenue une réunion du comité de défense des auxiliaires du département. Jamais l'assistance n'avait été si nombreuse,

ni si décidée à se battre. Des décisions ont été prises :

— poursuivre les explications commencées à l'occasion de la grève sur les justes mots d'ordre des comités : titularisation immédiate et formation professionnelle pour tous ;

— faire approuver une motion par laquelle, dans chaque établissement, chaque membre du personnel s'engage à faire grève si les M.A. de l'établissement n'ont plus de poste à la rentrée.

C'est une première initiative ; il y en aura d'autres... »

Un enseignant.



Usine Gelbon (Montpellier)

Repression fasciste et solidarité ouvrière

Un peu partout en France, la réaction des patrons face aux mouvements de grève des ouvriers qu'ils exploitent se fait plus dure : les grands moyens répressifs sont utilisés pour tenter de briser la lutte des travailleurs. Mais ce qu'on voit partout aussi, c'est la solidarité des travailleurs pour résister aux attaques fascistes des patrons, de leurs bandes armées privées ou « prêtées » gracieusement par le gouvernement : les C.R.S.

Ainsi, à l'usine GELBON de Montpellier : le 4 mai, à 4 heures du matin, plusieurs centaines de C.R.S., casqués, fusils lance-grenades au poing, sont intervenus dans l'enceinte de l'usine pour déloger avec brutalité une trentaine de grévistes (surtout des jeunes filles) qui occupaient.

Pourquoi cette grève à Gelbon ? L'usine, qui emploie 300 ouvriers (surtout des femmes) fabrique des pièces pour les ordinateurs I.B.M. ; c'est une usine sous-traitante d'IBM et elle ne correspond pas exactement à l'image « de marque » qu'on se fait d'IBM. Le travail est très pénible, avec des tas d'humiliations, tout se fait à la tête du client et les salaires sont très bas : 5,18 F pour un OS1.

Ça ne pouvait plus durer. A l'initiative de quelques-uns, une section C.G.T. est créée, et des revendications sont discutées par l'ensemble des travailleurs. Ensemble, ils décident de faire la grève des fiches de rendement : ils travaillaient à leur allure et, le soir, les délégués rendaient à la maîtrise les fiches non remplies. Quelques jours plus tard, les travailleurs du département travaillant pour Otis, des professionnels qu'on fait travailler comme OS1, ont débrayé pour la révision de leur classification. Alors, tous les ouvriers décident la grève totale et illimitée, avec occupation, pour poser les revendications de toute l'usine :

- Garantie des salaires sans conditions de rendement ;
- Suppression de la prime de rendement et du chronométrage ;

— Pas de licenciement pour rendement insuffisant ;

— Egalité des salaires à classification égale pour hommes et femmes ;

— Augmentation de 1 F de l'heure pour tous ;

— Treizième mois en deux demi-mois (juillet et décembre) ;

— Passage de OS1 à OS2 après 6 mois d'ancienneté ;

— Paiement des jours de grève et pas de sanction pour fait de grève.

Le 4 mai au matin, donc, le patron fait connaître sa réponse : les CRS de M. Marcellin ! Mais les éboueurs de Montpellier, qui se rendaient à leur travail, voient ce qui se passe : ils alertent les travailleurs de la zone industrielle. Le matin, ceux de Morari (aussi sous-traitant d'I.B.M.), de Vapal, et les éboueurs débrayent et viennent discuter avec les grévistes de Gelbon. Ceux de Morari, d'ailleurs, continuent des débrayages sur ses propres revendications. Une puissante manifestation s'organise dans la zone industrielle. Autour des grévistes de Gelbon, 3 000 travailleurs marchent vers la préfecture aux cris de : « Solidarité aux grévistes de Gelbon, halte à la répression policière. » Ça, c'est la réponse de la classe ouvrière aux patrons et au gouvernement.

Le 10 mai, après un mois de grève, les travailleurs de Gelbon décidaient de mettre fin à leur mouvement. Mais le patron annonçait aussitôt qu'il licencierait 11 ouvriers. Les ouvriers décidaient de réagir.

Le 14 mai, les 11 ouvriers licenciés rentrent dans l'usine avec leurs camarades. Les licenciés se sont ensuite rendus à l'inspection du travail avec les délégués syndicaux, mais n'ont obtenu aucun résultat. Le soir, un meeting réunit 300 personnes devant l'usine, puis une manifestation de 1 000 travailleurs se rend à la préfecture pour protester contre les licenciements.

A l'intérieur de l'usine, la lutte continue, sous forme de débrayages surprises et de grève du rendement. Correspondant H.R.

La grève à l'hôtel P.L.M.

Au départ, le 2 mai, syndiqués et non syndiqués étaient d'accord sur les points suivants :

- 1 200 F par mois sur la base de 40 h,
- 2 jours de repos par semaine,
- 40 h pour tous et tout de suite,
- le treizième mois.

Aussi, nos délégués syndicaux de la C.G.T., certains militent au P.C.F., ont collaboré avec M. G. Dalle, P.D.G. du P.L.M., et aujourd'hui crient victoire sur les quelques miettes qu'il a accepté de lâcher :

- 1 100 F par mois sur 48 h par semaine,
- réduction de 48 h à 46 h par semaine,
- 2 jours de repos hebdomadaires dès le 1^{er}-11-73.

Seuls, nous ne pouvions rien, unis,

nous pouvions arracher nos revendications par notre lutte.

Dans une lettre adressée au personnel, le P.D.G. M. G. Dalle, nous explique que nous avons refusé de reprendre le travail malgré les conseils de nos délégués.

Nous avons aujourd'hui repris le travail avec seulement quelques miettes.

Nous avons été manipulés par des délégués C.G.T. militant au P.C.F. et faisant une collaboration de classe. (Preuve, la lettre du P.D.G. Dalle.)

Ce n'est que dans l'unité, à la base et dans l'action, classe contre classe, travailleurs français et immigrés unis, que nos revendications seront arrachées.

Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

LA RENNAISE DE PREFABRICATION

(Rennes)

Les ouvriers se sont mis en grève illimitée pour :

- 50 % de prime de vacances ;
- Une prime de transport ;
- 6 F minimum de l'heure.

C.G.C.T. à Rennes

Les OS se sont mis en grève pour réclamer le passage d'OS1 à OS2 après 6 mois de présence, le passage d'OS2 à OP1 et 30 centimes d'augmentation pour tous. Face au refus de la direction de négocier, les grévistes ont décidé de mettre en place un piquet de grève 24 heures sur 24.

CAISSE PRIMAIRE DE LA SECURITE SOCIALE A PARIS

Partie de la caisse 6 (banlieue ouest), la grève s'est étendue aux autres caisses de la région parisienne et aux services centraux. Les revendications :

- Salaire minimum à 1 150 F ;
- Amélioration des conditions de travail ;

— 3 % d'augmentation pour tous et progression rapide des bas salaires ; une augmentation minimale mensuelle de 70 F à partir du 1^{er} janvier 1973...

Les syndicats ont décidé d'appeler à la grève illimitée.

BRIGNOLLES : MINES DE BAUXITE

Les mineurs ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaire, la suppression des classes 1 et 2, le début de la classe 3 à 1 000 F pour l'équipe de jour et à 1 138 F pour celle de nuit et mensualisation applicable au 1^{er} juillet 1973, augmentation des primes de panier et de fin d'année.

ZIEGLER (St-Ouen)

Les ouvriers de Ziegler à Saint-Ouen, deux cents environ, en majorité immigrés, ont présenté le 4 mai un cahier de revendications à la direction demandant :

- Le treizième mois ;
- A travail égal, salaire égal ;
- Prime d'ancienneté.

Devant le refus de la direction de satisfaire leurs revendications, les ouvriers cessent d'abord le travail pendant vingt-quatre heures, puis le vendredi 11 mai, ils se mettent en grève ainsi que les ouvriers des deux autres usines Ziegler, en banlieue et dans le Nord.

Pour vaincre l'intransigeance patronale, unité prolétarienne à la base et dans l'action !

Ateliers de construction de l'Abbaye (Livry-Gargan)

Grève contre le licenciement d'un ouvrier

Depuis le 3 mai, les travailleurs des ateliers de construction de l'Abbaye Livry-Gargan, Seine-Saint-Denis) sont en grève pour la réintégration d'un ouvrier licencié. Ancien délégué CGT, il ne bénéficiait plus depuis quelques jours de la loi qui couvre un délégué 6 mois après la fin de son mandat. Ayant la confiance de ses camarades, il travaillait depuis 10 ans dans l'entreprise. De nouvelles élections de délégués du personnel devaient avoir lieu fin mai : ce licenciement est une manœuvre pour que cet ouvrier ne puisse être réélu.

L'ensemble des travailleurs soutenus par les sections syndicales

C.G.T.-C.F.D.T. en grève dénoncent ce licenciement abusif, cette attaque aux libertés syndicales et réclament la réintégration de l'ouvrier licencié. Ils ont organisé une campagne d'explication et de soutien auprès de la population et dans les autres entreprises de la région, sur le mot d'ordre juste, « SEULE L'ACTION FERA RECULER LA DIRECTION. »

Aux dernières nouvelles, l'inspection du Travail refuse le licenciement, ce qui est la preuve de l'efficacité de cette lutte menée dans l'unité et l'action résolue, classe contre classe. Faisons respecter les libertés syndicales !

Usines de la Chiers (Ardennes)

La grève a été déclenchée le 2 mai pour des revendications initiales de 0,30 F le 1^{er} mai et 0,20 F le 1^{er} juillet.

Le jeudi 10 mai, le personnel ouvrier était amené à se prononcer sur les propositions patronales, à savoir, 15 centimes pour tous et 5 centimes pour l'outillage.

Par 60 % contre 40, les ouvriers estimaient les propositions patronales insuffisantes et décident de poursuivre la grève et d'occuper les locaux.

La direction a voulu faire évacuer l'usine par un huissier qui menace les ouvriers de la justice pour occupation illégale de locaux et en traîne 8 devant le tribunal des référés (dont 5 délégués).

Aux réunions entre syndicats et direction, le directeur sort son porte-feuille et dit qu'il est bien garni et qu'il peut tenir le coup et que celui des ouvriers est vide. Rien d'étonnant : les bénéfices de la Chiers représentent plus d'un million d'anciens francs par an et par salarié ! C'est-à-dire que lorsque le manœuvre touche 1 000 F, l'exploiteur, la Chiers, lui en vole autant ! Et il fait savoir aux ouvriers qu'il est ceinture noire de judo...

Mais cela n'intimide pas les ouvriers, et ils sont même prêts à le séquestrer. Les ouvriers sont décidés à lutter jusqu'à la victoire finale.

Correspondant Sedan, 15 mai 1973.

LEVALLOIS : Journée corvée pour les femmes du service des écoles

Mardi 15 les enseignants sont en grève, les écoles fermées n'ont ni cantine, ni garderie.

Ce jour-là pour une fois les femmes de service pourraient souffler un peu.

A Levallois la municipalité révisionniste ne l'entend pas de cette oreille ; elle décide que ce jour-là les femmes de service ne sont pas payées à ne rien faire ! Ah mais !

Elles sont donc dispersées dans la commune loin de leur lieu de travail habituel pour aller faire des travaux de nettoyages très pénibles (Lessivage à la Mairie, etc.).

Les femmes de service des écoles, embauchées par la mairie, divisées com-

me il se doit en titulaires, et non titulaires, ont pour certaines des salaires inférieurs à 1 000 F. Elles sont soumises à des brimades, des sanctions ; « La porte si tu n'est pas contente... »

Comme consolation un « petit cadeau » en fin d'année : une prime pour celle qui n'ont pas manqué 1 jour de l'année ! Et tant pis pour celles qui ont osé être malades ! (Il faut le faire !)

Que Monsieur le Député-Maire, Parfait Jans, si prompt à inviter les « notables » à des « cocktails » d'inaugurations ou de victoire électorale le sache bien, on s'en souviendra de la journée-corvée du 15 mai !

Correspondante H.R.

Notre brochure :

LA FASCISATION EN FRANCE

paraîtra cette semaine

Prix : 2,50 F.

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port.)



classe contre classe dans les entreprises

WINTHROP (DIJON)

LES OUVRIERES SE BATTENT : GREVE AVEC OCCUPATION

Depuis le lundi 14 mai, la majorité des 70 ouvrières de l'atelier de conditionnement et d'autres services sont en grève : au total, une soixantaine de personnes. C'est la première grève dans cette usine de produits pharmaceutiques où travaillent 235 personnes : il n'y a eu que deux jours de grève en 68 et une dizaine d'heures de débrayages en 72.

Pourquoi la grève ? « On en a marre de se faire traiter comme des chiens ! ». « Si on s'arrête sans rien faire, on nous dit : « vous êtes les bras en l'air, vous êtes une dévergondée ! ». Les ouvrières en ont marre qu'on leur interdise de parler entre elles sur les chaînes, de voir un chef gueuler parce qu'il a trouvé un papier de bonbon par terre alors que manger des bonbons est interdit par le règlement, les filles en ont marre d'entendre ce genre de réflexion : une fille tombe évanouie sur une chaîne, explication du chef : « Elle est trop grosse ! ». Il y a aussi le cahier de rendement et lorsque les temps sont jugés mauvais, ça gueule. Ce sont aussi les 20 % d'absents dans l'atelier ces derniers temps et le salaire mensuel de 940 F. Mais depuis un certain temps déjà, les filles discutent de tout ça. Dernier exploit de la direction : elle refuse de discuter le cahier de revendications.

Alors, le lundi 14 mai, un tract du syndicat (C.F.D.T.) est distribué, dénonçant les conditions de travail et reprenant les revendications : cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, prime de vacances égalitaire pour tous, grille de salaire. Une réunion est organisée à 13 h sur la pelouse : là, une cinquantaine d'ouvrières décident de débrayer une heure l'après-midi. Elles débrayent et elles montent toutes à 14 h au bureau de la direction qui, au bout de trois heures, lâche : le droit de parler sur les chaînes, le passage du coefficient 115 à 125 pour toutes au bout de quatre mois, des sièges confortables et l'humanisation des rapports à l'atelier. On décide de continuer la lutte le lendemain. Mardi : les grévistes passent dans les différents services et convainquent une dizaine de personnes de les rejoindre. La direction ne cède pas. Jeudi, les grévistes distribuent un tract aux non-grévistes leur demandant de les rejoindre. A midi, elles font une collecte sur la route de la zone industrielle : beaucoup de travailleurs donnent pour les grévistes (à la grande surprise d'ouvrières influencées par les idées racistes des patrons, un immigré donne 5 F et va chercher un copain pour qu'il donne aussi), montrant ainsi l'exemple de l'unité prolétarienne.

Les filles sont sous la pluie battante

dans la cour et empêchent les camions d'approvisionnement de rentrer. La visite de l'inspecteur du travail n'a rien donné : la direction ne veut rien savoir, aussi à 17 h les filles décident l'occupation.

Vendredi : Après une nuit sans sommeil pour le piquet de grève, le blocage des camions continue malgré les pressions de la direction qui veut intimider les grévistes : constat d'huissier, le directeur photographie les grévistes. A midi, la collecte sur la route de la zone industrielle a donné plus de 200 F. Les filles sont décidées à continuer la lutte et se reverront lundi.

SEULE LA LUTTE PAIE !
SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERES DE LA WINTHROP !

Les communistes
marxistes-léninistes de Dijon.

OUVRARD-VILLARS (St-OUEN)

LEÇONS DE LA GREVE

Après deux semaines et demie de grève, les soixante ouvriers d'Ouvrard ont repris le travail avec seulement en poche 4 % d'augmentation et « pas de sanctions contre le personnel ».

Le bilan est maigre quand on sait que le patron, de toutes façons, aurait accordé 2,5 % de plus en juillet. On est très loin de ce que demandait le cahier de revendications : 200 F de plus pour tous, pas de salaires inférieurs à 1 200 F, suppression du boni, requalification de tous les ouvriers, treizième mois, pas de licenciement pour fait de grève, 4 % pour qui gagne à peine 1 000 F par mois (c'est moins qu'une miette).

Et pourtant les grévistes étaient pleins d'enthousiasme, participant nombreux au piquet de grève devant l'usine, aux collectes de solidarité avec les autres usines.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi le patron n'a-t-il pas cédé ? La grève l'a pris à la gorge mais ne l'a pas étouffé. La production n'a pas été complètement bloquée. Une vingtaine d'ouvriers (des jaunes) ont continué à travailler à l'intérieur et en embauchant en douce quelques intérimaires, le patron a pu faire face aux commandes les plus urgentes, remettant à plus tard ou obtenant des délais supplémentaires pour les autres.

Seul un durcissement de la grève — piquet de grève empêchant les jaunes de rentrer, occupation de l'usine — aurait pu le faire céder. Cela n'a pas été possible. Pourquoi ? Beaucoup des ouvriers en grève

A bas la privatisation capitaliste des P.T.T.

« L'Humanité Rouge » a déjà dénoncé dans ses colonnes la véritable vente à l'encan du service public P.T.T. vers laquelle s'achemine le Ministère (comme à l'O.R.T.F. ou à la S.N.C.F.). Celle-ci peut entraîner des conséquences incalculables.

— Non seulement sur les 300 000 agents P.T.T. en matière de statut, sécurité d'emploi, conditions de travail et de salaires ;

— Mais aussi sur la masse des usagers particuliers, c'est-à-dire, TOI, simple travailleur, qui écris à ta famille, téléphone pour un emploi, règles ton loyer par C.C.P.

Tarifs préférentiels aux trusts genre « Le Redoute » ou autres magnats de la vente par correspondance, CIDEXS (boîte aux lettres pour pressurer rentablement l'effectif des facteurs), POSTADEXS (courriers prioritaires spéciaux), ISA (imprimés sans adresses, distribués par les facteurs en heures supplémentaires), sombres magouilles pour le partage du gâteau des Télécoms entre les différents vampires de l'électronique, par Imextel ou Codextel interposés, mécanisation du tri devant offrir à ces derniers d'importantes commandes d'équipement, organisation tolérée de réseaux postaux privés (ainsi Leclerc au Mans dispose-t-il d'un bureau de poste particulier).

La liste n'est déjà que trop longue de tous ces avantages concédés aux trusts. D'ores et déjà, les menaces sont claires. Ainsi pour la mécanisation du Tri :

Alors qu'un bon trieuse écoule sur 35 cases, 2 000 lettres à l'heure (c'est là une très « bonne » cadence), la machine en triera 25 000 sur 250 cases ; le travail des postiers n'en sera qu'encore plus ingrat, parcellisé et répétitif : liassage et ensachement. En outre, après une phase transitoire de codage des adresses (ainsi au centre expérimental de tri d'Arcueil), est prévue la mise en place de systèmes de lecture optique des adresses. C'est pour y habituer les usagers que depuis l'an dernier si grand tapage est fait par

l'administration pour l'emploi du code postal et des libellés d'adresses standardisés.

Tant pis si la machine ne lit correctement que les écritures calligraphiées, et fait 30 % de « fausses », ces messieurs de la BULL ou autres requins du privé y trouveront bien leur compte, n'est-ce pas ? Et c'est bien pour cela qu'à Paris Austerlitz, ils vont équiper le service transit de leur beau matériel, sans même que, paraît-il, le chef de centre soit au courant de rien.

Un autre exemple de cette politique voulue de libéralité pour les firmes capitalistes, en préalable de leur prise en main directe des PTT : L'autre soir, le Paris-Bordeaux a du retard. Un POSTADEX à destination de Mont-de-Marsan rate la correspondance. Un ordre venu de très haut enjoint à un préposé-chef et un agent de le porter à destination EN TAXI !!!

Comme quoi moyennant que l'on soit un gros client, qui plus est régulier et fortuné, les P.T.T. sont aux petits soins pour vous, vous êtes prioritaires au-delà même des modalités réglementaires d'acheminement.

Camarades travailleurs, ne croyez pas que l'anarchie dans le courrier ou le téléphone vient de nous. Les effectifs d'agents sont insuffisants, les cadences souvent infernales (la nuit surtout), les salaires lamentables (9,80 F pour les auxiliaires, c'est-à-dire presque un tiers de l'effectif), les délais de mutation en province interminables, les congés annuels en été impossibles pour les jeunes, les « califs » (h. supplémentaires) quasiment obligatoires dans de nombreux bureaux...

Les P.T.T. étaient jusque-là une firme capitaliste d'état à vocation « publique ». Mais prenons garde qu'ils ne deviennent (en éclatant en plusieurs branches du reste) la propriété exclusive et légalisée des trusts capitalistes. Il y va de l'intérêt de toute la classe ouvrière, de tout le peuple de France.

Correspondant P.T.T. (Sud-Ouest)

n'avaient pas l'expérience de ce genre de lutte (l'usine n'avait pas connu de grève depuis 1951). Beaucoup disaient : « empêcher les jaunes de rentrer, c'est porter atteinte à la liberté du travail, se mettre les flics contre nous, comme on a quitté l'usine on ne peut plus y rentrer pour occuper car c'est illégal ».

Certes, un comité de grève représentatif des ateliers a été mis en place dès le début, mais n'étant pas uni sur les questions importantes, il s'est révélé incapable d'être le moteur de la grève.

Il ne faut pas s'étonner alors que dès le deuxième jour, sentant confusément le besoin d'organisation syndicale, les grévistes, contactés par l'union locale, adhèrent en masse à la C.G.T., créant une section syndicale.

Mais c'était une création à chaud, sans perspectives et sans principes. Et peu à peu le mouvement de grève s'est mis à la remorque de l'union locale C.G.T., le rôle du permanent augmentant au fur et à mesure que diminuait celui du comité de grève, en dépit des efforts des grévistes les plus avancés.

Profitant du manque de préparation et d'organisation de la grève, le permanent a répandu des idées fausses visant à faire peur : « la grève illimitée c'est trop dur, il faut respecter la liberté du travail », « l'occupation c'est dangereux, car les flics vont venir aussitôt », « pour éviter la fermeture de l'usine, il faut garder notre

outil de travail, c'est-à-dire reprendre le boulot » (détail révélateur : impossible de trouver à l'union locale un drapeau rouge pour faire les collectes, il n'y avait que du tricolore).

Les résultats n'ont pas tardé : après un départ en flèche, la grève a plafonné et les ouvriers les plus déterminés n'ont pas été capables, par manque de liaison organisée avec les masses, de contrebalancer l'influence du permanent. Alors qu'au début le patron était obligé de négocier avec le comité de grève, sur la fin il n'a accepté de discuter qu'avec le permanent et le délégué C.G.T. de l'usine. Il a posé ses conditions : « reprise immédiate avec 4 % ou rien du tout », et le permanent, au lieu de pousser au durcissement de la grève, a manœuvré pour la reprise en créant une rupture dans l'unité des grévistes : sans même consulter la base après la signature de l'accord (pourtant très en retrait sur ce que le permanent demandait lui-même), le délégué C.G.T. de l'usine n'a pas hésité à reprendre le travail à 3 h de l'après-midi, suivi par les quinze plus mous des grévistes. Tous les autres refusaient le chantage du patron et restaient dehors. Mais l'unité des grévistes était brisée. Le lendemain, tout le monde, comprenant qu'il n'y avait plus aucune perspective d'élargissement et de durcissement de la grève, reprenait le travail en serrant les dents.

A Ouvrard, la grève n'a été qu'un début.

Correspondant H.R. - St-Ouen.

Pour la réintégration des élèves renvoyés, pour la liberté et la dignité

LA LUTTE CONTINUE A L'ORPHELINAT DE MEUDON

De nombreux policiers en tenue de combat, voilà ce qu'ont trouvé, le 2 mai, comme « interlocuteurs » les quelque deux cents personnes (lycéens, étudiants, travailleurs et parents d'élèves) venus exiger auprès de la direction de l'Orphelinat Saint-Philippe à Meudon la réintégration des quatre élèves renvoyés pour avoir dénoncé publiquement les méthodes disciplinaires et les conditions de vie inacceptables qu'ont à subir les pensionnaires des « charitables » œuvres d'Auteuil. Sous les yeux ébahis d'une population qui a pu apprécier un des aspects de la démocratie bourgeoise, les C.R.S., pendant deux heures, ont frappé avec brutalité tous ceux qui se trouvaient à portée de matraque.

Une délégation du Comité de Soutien parvint, malgré l'action des forces de l'« Ordre », à obtenir une entrevue avec le père Baetten, nouveau responsable de l'établissement. Ce dernier formula quelques vagues promesses sur les revendications des pensionnaires, mais ne prit aucune décision quant à la réintégration des quatre élèves exclus.

Face aux procédés fascistes des autorités et de la direction de l'établissement, une importante campa-

gne se développe au niveau de la population. Une assemblée du comité de soutien a réuni plus d'une centaine de personnes et de nombreuses réunions d'information se sont tenues sur les marchés, avec signature de pétitions.

Ce que nous voulons supprimer, disent les élèves, ce n'est pas seulement le scandale des essais de cosmétiques qui est une conséquence, mais l'absence de liberté dans l'établissement, qui est la cause profonde.

Les collégiens luttent avant tout pour obtenir la liberté d'opinion et d'expression et briser l'isolement qui permet à toutes les contraintes de s'exercer dans le secret. Ils revendiquent aussi que l'éducation religieuse soit facultative, comme c'est la règle dans les internats religieux conventionnés par l'Etat. Car les Œuvres d'Auteuil sont subventionnées, et leur budget de 3 milliards par an est assez coquet ! Sans compter les petits profits : ainsi les fruits que cultivent les apprentis horticulteurs ne sont jamais sur la table du réfectoire : ils sont vendus à des détaillants de la région avec un label de qualité... Avec tout cela, les moniteurs « n'ont pas

assez d'argent pour organiser des sorties avec les élèves »...

L'éducation que reçoivent les élèves de Saint-Paul et Saint-Philippe, c'est l'apprentissage de la surexploitation capitaliste. Les patrons chez qui seront placés les apprentis peuvent se frotter les mains : la « charité » des « bons pères » d'Auteuil leur permet de disposer d'une main-d'œuvre formée sous la discipline la plus stricte, façonnée à l'obéissance par la répression, préparée à la résignation par la religion obligatoire, habituée à travailler sans jouir du fruit de son travail, et toute cette « éducation » payée par les impôts du peuple. C'est pour lutter contre ce système, au besoin défendu par les hordes de Marcellin, que les pensionnaires se sont mobilisés, rencontrant autour d'eux la solidarité populaire chaleureuse et massive.

Lycéens, collégiens, étudiants, travailleurs, mobilisons-nous pour soutenir les élèves des Œuvres d'Auteuil.

Exigeons la réintégration des quatre élèves de Meudon !

Soutenons les justes revendications des apprentis des Œuvres d'Auteuil !

Correspondant « H. R. ».

Foyer des jeunes travailleurs

NON AUX AUGMENTATIONS

La direction de l'Association pour le logement des jeunes travailleurs (ALJT) a décidé, arbitrairement, d'imposer aux résidentes et résidents des 21 foyers, une augmentation des pensions et des repas.

La pension qui était de 270 F (chambre plus 30 petits déjeuners) passe à 280 F (chambre seule).

— Le petit déjeuner : 1,50 F.

— Les repas passent de 6 F à 7 F.

La direction se justifie simplement par ceci : « Nous sommes déficitaires (210 millions d'anciens francs à la fin 1972), le gouvernement « ne peut pas payer ». C'est pourquoi elle compte sur notre « compréhension ».

Les résidentes et résidents, après discussions en assemblée générale, ont répondu à cela par un refus catégorique de supporter cette augmentation au 1^{er} juin prochain.

Devant cette adhésion, l'A.L.J.T. menace de déposer le bilan ce qui veut dire licenciement du personnel et donc fermeture des foyers.

Tous nous comprenons bien cette manœuvre qui consiste à opposer le personnel aux résidentes et résidents.

Tout le monde sait aussi que nos salaires sont insignifiants (nombreux sont ceux qui parmi nous gagnent moins de 1 000 F par mois). Pour la grande partie, nous venons de province.

La direction connaît bien nos problèmes et joue avec ces situations. Nous en revenons toujours au même principe qui lui est cher, comme aux patrons, « DIVISER POUR REGNER ».

Face au chantage de l'A.L.J.T. nous devons tous nous unir, lutter ensemble pour GAGNER.

Car si aujourd'hui cette augmentation est imposée à nous, résidentes et résidents des foyers A.L.J.T., elle le sera bientôt dans le F.J.T., Foyers municipaux et Foyers d'entreprises normales (SNCF, PTT, etc.).

Informons les masses qu'actuellement 4 500 jeunes environ sont menacés d'expulsions.

Résidentes et résidents des foyers de jeunes travailleurs, vous êtes également concernés, soutenez notre lutte.

Notre problème rejoint celui des travailleurs immigrés « entassés » dans des immeubles insalubres pour des loyers hors de prix et des vieux touchant des pensions de misère et de tous les déshérités en général.

TOUS UNIS contre les marchands de sommeil.

Organisons notre lutte.

Appelons à la solidarité.

Une résidente.

DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Je ne suis pas engagée politiquement mais je lis votre journal depuis deux mois. Votre façon de relater la vie des travailleurs et travailleuses de France me plaît et je voudrais vous parler de l'injustice dont mes camarades et moi sommes victimes.

Je suis laborantine et travaille dans un laboratoire privé de Nantes. Nous sommes huit à y travailler et nous faisons des heures supplémentaires en pagaille : et elles ne sont ni récupérées ni payées (!!!). Notre employeur viole impunément des droits pourtant reconnus ailleurs et depuis longtemps. Il sait que l'on ne peut rien dire puisque aucune d'entre nous n'a de diplôme de laborantine. (Nous sommes seulement titulaires du baccalauréat et nous avons été formées « sur le tas ».) Notre patron a donc beau jeu : nous sommes à sa merci et nous ne pouvons rien faire sans risquer de perdre notre place (et comment en trouver une autre puisque nous n'avons pas le diplôme ?).

Evidemment, notre condition est meilleure que beaucoup d'autres, mais notre employeur n'est même pas dans la légalité bourgeoise en faisant ce qu'il fait et ce n'est pas normal que l'on fasse des heures supplémentaires gratuits pour qu'il se remplisse les poches.

Nous ne pouvons continuer comme cela ; pourriez-vous indiquer ce que nous pouvons faire ?

P.S. : Le patron sait utiliser notre petit nombre et notre situation pour nous diviser.

« La loi des quarante heures », il y a belle lurette que le parlement bourgeois l'a adoptée : c'était le 21 juin 1936, sous la pression d'un extraordinaire mouvement revendicatif. Mais une nouvelle loi — sur les heures supplémentaires, celle-là — n'a pas tardé à suivre. Et actuellement, de l'aveu même des statistiques gouvernementales officielles, la durée moyenne de travail en France est de quarante-cinq heures par semaine. Même en tenant compte des congés

payés, cette durée est donc la plus longue d'Europe.

C'est pourquoi une revendication fondamentale de la classe ouvrière demeure :

« Quarante heures tout de suite et sans diminution de salaire ! »

LES QUARANTE HEURES : PRINCIPE ET DEROGATIONS

La loi fixant le régime des quarante heures s'applique pratiquement à toutes les catégories de travailleurs. Mais elle prévoyait déjà, dès son élaboration, un certain nombre d'exceptions :

1^o Les dérogations : elles permettent, dans toutes les professions intéressées, de poursuivre, au-delà de la durée légale, des travaux qui ne peuvent être arrêtés immédiatement (opérations chimiques, chargements de navires, etc.) ou nécessaires pour prévenir ou réparer des accidents survenant au matériel ou aux installations de l'entreprise.

Ces heures de dérogation — qui peuvent être permanentes ou temporaires — doivent être payées comme des heures supplémentaires.

2^o Les équivalences :

Dans certaines professions, en raison du soi-disant caractère intermittent du travail, une durée de présence supérieure à quarante heures par semaine est considérée et payée comme quarante heures de travail effectif au tarif normal. Les heures d'équivalences sont donc des heures de travail non-payées.

C'est ainsi que les vendeurs du commerce de détail alimentaire effectuent 46 heures payées 40 heures ; les coiffeuses peuvent faire jusqu'à 52 heures payées 40 heures !

3^o Les heures supplémentaires : Ce sont celles qui sont accomplies au-delà de quarante heures — ou au-delà de la durée équivalente à quarante heures par semaine.

Sauf accord professionnel moins défavorable, la durée moyenne hebdomadaire du travail, calculée sur une période de douze semaines consécutives, ne peut dépasser cinquante heures.

En aucun cas, il ne peut être effectué plus de dix-sept heures supplémentaires dans une semaine.

MAJORATION

Sauf accord ou convention collective plus favorable, les heures supplémentaires sont obligatoirement majorées de 25 % pour les huit premières heures, de 50 % au-delà.

Par contre, les heures exceptionnelles de travail accomplies de nuit, le dimanche ou les jours de fête (sauf le 1^{er} Mai) ne subissent de majoration supplémentaire spéciale que si la convention collective le prévoit.

Les heures supplémentaires se calculent dans le cadre de chaque semaine séparément, même si la paye est faite à la quinzaine ou au mois. En principe donc, toute heure travaillée au-delà de quarante heures, dans la semaine, doit être majorée.

SALAIRE DE BASE POUR LE CALCUL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Toute prime ayant le caractère de salaire — et non de remboursement de frais — doit être soumise aux majorations pour heures supplémentaires. Les majorations doivent donc être calculées sur un taux horaire moyen après addition de ces primes au salaire.

REFUS D'EFFECTUER DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Le refus individuel d'effectuer des heures supplémentaires est généralement assimilé à une faute du salarié pouvant entraîner son licenciement.

Mais le refus collectif fait partie du droit de grève.

AFFICHAGE DE L'HORAIRE DE TRAVAIL

Dans chaque établissement, le patron est obligé d'établir un horaire précisant les heures de commencement et de fin de chaque période de travail, ainsi que « les heures et la durée du repos ». Cet horaire doit être affiché, de façon apparente et accessible à tous, dans chacun des locaux où il s'applique.

COMMANDEZ :

QUE SIGNIFIE
CLASSE CONTRE
CLASSE ?

PRIX : 0.50 F

Néocolonialisme U.S. au Cambodge

Samuel Adams, expert américain, vient de démissionner de son poste. Un de plus dans cette valse-démision de l'affaire Watergate ?

Il s'agit d'autre chose : Samuel Adams était « expert de la C.I.A. pour les affaires khmères ». Motif de sa démission : la politique de Nixon qui refuse de reconnaître la dimension de la guerre et la minimise. Samuel Adams a déclaré que les résistants khmers sont « 200 000 et pratiquement indépendants et qu'il n'y a pas plus de 2 000 Vietnamiens à leurs côtés ».

Samuel Adams sait de quoi il parle : voilà dix ans qu'il travaille pour la C.I.A. dans ce secteur ; aussi ses déclarations ont-elles eu un certain poids ; le mythe diffusé par Washington d'une prétendue « riposte à l'agression nord-vietnamienne » vole en éclat. Voilà l'agression U.S. au Cambodge dénoncée par un de ses exécutants ; on aurait aimé que « l'expert » Samuel Adams crache un peu plus le morceau ! Mais déjà bien des choses sont connues :

CIA ET COUP D'ETAT

Samuel Adams aurait pu dire la participation directe de ses services secrets — C.I.A. — au coup d'Etat du 18 mars 1970.

Bien sûr, ce sont quelques grands féodaux et businessmen mangeant au râtelier américain qui ont préparé l'affaire : le fasciste Son Ngoc Thanh, ancien premier ministre, collabo des Japonais et agent de la C.I.A., Song Sak, banquier escroc, agent de la C.I.A. exilé au Japon, Sirik Matak, affairiste comprador lié au président Lon Nol, etc. MAIS C'EST A WASHINGTON QU'ON A DECIDE LE COUP ; la C.I.A. a exécuté.

Sage précaution : voilà plus de 10 ans qu'elle finançait et entraînait des commandos khmers au Vietnam et en Thaïlande, les « Khmers Serei », sous la direction de Son Ngoc Thanh !

Un dernier petit « fait » : au soir du coup d'Etat, les soldats putchistes avaient tous des armes M16 américaines en mains... Pourtant, jamais les Forces Armées khmères ne s'étaient équipées avec des armes américaines auparavant.

« AIDE » ET VISEES ECONOMIQUES

Après les M16 du coup d'Etat, il y a eu beaucoup d'autres armes. Du 18 mars 1970 à la fin 1971 : « l'aide » U.S. a chiffré à 626 millions de dollars — 2/3 en « aide » militaire.

Dès le 18 mars, les mécanismes néo-colonialistes se sont mis en place. On en voit aujourd'hui les résultats. Le marché de Phnom Penh inondé de surplus de l'agriculture américaine, de Mercedes et de Honda... Le Cambodge exportait 300 000 tonnes de riz avant 1970 ; il lui aura fallu — pour les zones occupées — en importer près de 200 000 tonnes en 1972 ! Du riz américain et aussi du riz khmer pillé par les escrocs thaïlandais aux provinces du Nord Ouest du Cambodge !

Quelles bonnes affaires attirent les requins impérialistes dans le Cambodge aujourd'hui ? Il y a le pétrole du sol terrestre et sous-marin. Le coup d'Etat a permis la création d'un axe pétrolier « Thaïlande-

Cambodge-Sud-Vietnam ». « L'U.S. News and World Report » remarque en mai 1971, que :

« Le niveau actuel de la guerre n'empêche pas l'exploitation offshore (sous-marine)... On considère que la marine de Saigon, soutenue par les navires américains, peut adéquatement protéger les installations offshore du harcèlement ennemi. »

Déjà, la compagnie « Gulf Oil » a passé un contrat avec Lon Nol pour l'exploitation terrestre !

Il y a aussi l'exploitation des rives du Mékong, par l'entremise du « Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong », et toutes sortes de « programmes agricoles pilotes » financés par les impérialistes américains et les militaristes japonais...

Ainsi, Nixon et ses amis ne désespèrent pas de faire du Cambodge une néo-colonie très profitable. Pour y parvenir et mener à bon terme leur stratégie néocoloniale dans le sud-est asiatique, ils pratiquent l'agression ouverte contre le peuple khmer depuis plus de trois ans.

« La doctrine Nixon » au Cambodge

On connaît cette « doctrine Nixon » : faire combattre les Asiatiques contre les Asiatiques, pour le succès des visées néocoloniales U.S. dans le Sud-Est asiatique. Sur le plan militaire, cela signifie : guerre par fantoches interposés appuyée par la guerre aérienne et un support d'encadrement militaire dans le pays.

Plus discret qu'au Laos et au Vietnam peut-être, ce support n'existe pas moins : 120 personnes à l'ambassade U.S. de Phnom Penh (6 avant 1970 !), 500 militaires déguisés en civils à la M.E.D.T. (Mission pour l'armement des troupes lonnoliennes), et le défilé incessant des responsables et hauts placés du Pentagone qui prodiguent « conseils » sur « conseils », « directives » sur « directives » dans tous les domaines politiques, économiques et militaires.

L'agression américaine utilise largement les fantoches saïgonnais et thaïlandais, qui se sont bel et bien appropriés les zones frontalières, au Sud-Est pour les premiers, au Nord-Ouest pour les seconds ! La Thaïlande contribue activement au soutien du régime lonnolien : centres d'entraînements thaïlandais pour les soldats de Lon Nol, techniciens thaïlandais venus à Siemveap pour guider les bombardiers, accord de coopération frontalière de janvier 1972, etc.

Dernier moyen de l'agression : les bombardements intensifs des B52 et autres bombardiers stratégiques ou tactiques qui peuvent opérer de l'aéroport de Pochentong (Phom Penh) récemment équipé en appareils électroniques.

Aujourd'hui, tout cet appareil d'agression suffit à peine ; et le Cambodge lonnolien n'est qu'un château de cartes, prêt à s'écrouler... Il suffirait que les Yankees cessent leurs bombardements... et le « régime » lon nol serait balayé... le Pentagone le sait bien et l'avoue à demi-mot... Alors ? La situation est excellente pour les patriotes khmers c'est vrai, mais elle invite à envisager de nouveaux sursauts désespérés de la bête impérialiste : agression terrestre des fantoches ou des G.I.s., vers une troisième guerre d'Indochine ?

Le film d'un retour historique :

SUR LES PAS DE S. N. SIHANOUK

Au mois de mars dernier, défiant les terribles bombardements U.S. d'une intensité encore inégalée en Indochine, S.N. Sihanouk, chef d'Etat légitime du Cambodge, séjournait un mois entier dans les zones libérées de son pays.

C'est ce retour historique, éclatante victoire remportée sur l'impérialisme américain et sa clique de fantoches, que nous montre le premier film réalisé par les Forces Armées populaires de Libération Nationale du Cambodge (FAPLNC) qui vient, tout récemment, d'être présenté en France.

Samdech Norodom Sihanouk lui-même présente et commente le film :

Il constitue, dit-il, « une arme de première importance dans la lutte que nous menons sur le plan politique, diplomatique et psychologique contre l'adversaire, c'est-à-dire l'impérialisme américain, ses valets et aussi ses complices dans le monde, qui persistent à préten-



Et le film commence sur une scène bouleversante : les retrouvailles, à la frontière du Cambodge et de la République Démocratique du Vietnam, du chef de l'Etat et des dirigeants de la Résistance intérieure. Les mensonges de l'ennemi ne peuvent résister à la vérité de ces images qui se répètent tout au long du film. Partout, c'est un accueil émouvant, affectueux, enthousiaste que les combattants cambodgiens et les masses populaires des zones libérées réservent au chef de l'état et à son épouse, tout au long des 1 000 km parcourus pendant cette visite.



dre que la résistance cambodgienne est hétéroclite, qu'elle ne présente aucune unité. Or, ce film va montrer le contraire. Le FUNK et le GRUNK forment un tout monolithique, sa partie extérieure accomplit une mission confiée par la résistance intérieure, une mission d'ordre diplomatique, politique, de propagande.

Nos ennemis affirment péremptoirement que MM. Kieu Samphan,

Hou Yuon et Hu Nim ont été assassinés sur l'ordre de Sihanouk et enterrés près de son palais de Chamcar Mon. Je vais pouvoir vous les montrer en chair et en os. Ce que vous verrez dans le film finira par convaincre tout le monde que ces héros populaires dirigent actuellement la lutte du peuple Cambodgien contre les impérialistes américains et leurs valets et que le Cambodge du Peuple Cambodgien gagnera la bataille ! »

Intensifions notre soutien au peuple Cambodgien

A l'heure où l'agression impérialiste américaine se déchaine au Cambodge, c'est pour nous un devoir impératif de renforcer notre soutien, dans tous les domaines, politique comme matériel, à la lutte héroïque que mène le peuple khmer.

La Résistance a besoin d'armes, de munitions pour chasser du pays l'agresseur yankee et ses fantoches. Elle a besoin de matériel médical, de médicaments, pour soigner les combattants, les victimes des bombardements barbares, les populations des zones libérées. Elle a besoin de machines à

écrire, de ronéos, de laboratoires photographiques pour faire connaître largement à l'extérieur les victoires remportées sur tous les fronts, militaires, politiques, économiques, diplomatiques, les justes positions développées par le FUNK et le GRUNK.

C'est pourquoi l'Humanité Rouge lance un large appel à répondre largement à la souscription organisée par le Centre d'information sur la lutte anti-impérialiste (CILA) première initiative concrète de solidarité matérielle qu'il convient de faire suivre de nombreuses autres.

SOUSCRIPTION DE SOLIDARITE A LA LUTTE DU PEUPLE CAMBODGIEN

Pour soutenir la lutte du peuple khmer et aider à imposer :
— l'arrêt des criminels bombardements U.S. au Cambodge ;
— la reconnaissance immédiate du GRUNK, seul gouvernement légitime du Cambodge.

Je souscris la somme de qui sera versée à la Mission du GRUNK en France par l'intermédiaire du Centre d'Information sur la lutte anti-impérialiste (CILA).

(à renvoyer au CILA, 17 rue du Sentier - Paris-2^e).

Pour la libération des prisonniers politiques au Sud Vietnam MULTIPLIER LES INITIATIVES

Peu à peu, les nouvelles arrivent des bagnes du Sud-Vietnam : des lettres, des documents photographiques, les témoignages des coopérants français Debris et Menras, emprisonnés deux ans et demi, dans leur livre « Nous accusons » (Editeurs français réunis), les récits de quelques rescapés remis au G.R.P. par les tortionnaires de Thieu, les rapports des médecins qui les soignent aujourd'hui...

TOUT CELA DEPASSE EN HOREUR TOUT CE QU'ON PEUT IMAGINER... Et pour plus de 200 000 Vietnamiens L'ENFER CONTINUE, alors que Thieu le forcené vient d'édicter de nouvelles lois d'exception qui conduiront des centaines d'autres Vietnamiens, hommes, femmes et enfants, dans ses ignobles géôles !

Cette situation EXTREMEMENT GRAVE, exige une riposte massive qui lie étroitement la dénonciation des crimes et l'exigence politique que soient respectés les Accords de

Paris par Thieu et ses maîtres américains. Une conférence pour la libération des prisonniers politiques s'est tenue à Paris du 12 au 14 avril dernier — nous en avons déjà parlé dans nos colonnes — Faisons connaître son appel lancé à tous (nous en publions des extraits ci-dessous).

Multipions avec audace les initiatives !

« ... Sans la moindre exclusive, nous appelons toutes les organisations, partis et mouvements soucieux de la dignité de l'homme à prendre conscience de ce tragique problème, à ce joindre à nous pour faire connaître à l'opinion tous les crimes qu'on lui cache et dénoncer l'univers concentrationnaire soutenu au Sud-Vietnam par le gouvernement des Etats-Unis.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème humanitaire mais aussi d'un problème politique qui touche à la paix et à la guerre. Il découle de la violation des Accords de paix,

en même temps la voie à la réunification libre, en bloquant ainsi la volonté de sauver à tout prix le régime de Saigon, d'empêcher des gères continuent, qu'il existe la situation pacifique du pays.

Sans libération de prisonniers politiques, pas de libertés démocratiques, pas de réconciliation nationale, pas d'auto-détermination. La guerre cachée qui continue contre le peuple du Vietnam risque ainsi d'exploser de nouveau en guerre ouverte, et le Cambodge est là pour le démontrer. Partout, ce sont les mêmes armes, les mêmes avions, la même ingérence étrangère. La libération des prisonniers politiques est donc la condition pour que l'espoir de la paix se réalise. Ne permettons pas après tant d'épreuves subies par le peuple vietnamien que ce peuple et le monde soient privés d'une paix et d'une liberté qui se confondent avec les droits et les vœux de toute

Chers camarades,

Répondant à votre appel du n° 188, je vous envoie un chèque de 500 F. représentant 1/3 de mon salaire mensuel, en soutien à la Résistance khmère. Encore une fois, les M.L. ont pris une initiative juste. Les liens qui unissent le peuple de France et le peuple du Cambodge sont solides. En premier lieu, la classe ouvrière de France montre, chaque jour, sa sympathie et son admiration pour le juste combat du peuple Khmer. Que partout les communistes M.L. les sympathisants, les progressistes se lancent dans la bataille avec ardeur et enthousiasme pour organiser le soutien politique et financier, pour obliger le gouvernement français à reconnaître le G.R.U.N.C. N'en doutons pas un seul instant, des usines, des campagnes, des villes, des milliers de petites gens et d'amis sincères répondent à notre appel.

A bas la clique Lon Nol !
A bas l'impérialisme U.S. assassin !
A bas le social-impérialisme soviétique complice !
Hors de France les représentants de la « République » fantoches !
Vive l'héroïque peuple Khmer !
Vive le F.U.N.K. !
Un cheminot M.L.

COMMANDEZ à E-100

Edition diffusion du Centenaire, B.P. 120, 75962 PARIS CEDEX 20

Découvertes archéologiques en Chine nouvelle (217 planches noir et couleur des documents archéologiques exhumés en Chine nouvelle) 45 F

Peinture sur soie de la dynastie des Han de l'Ouest (12 planches couleurs) 60 F

AFFICHEZ H. R.

Chelles : les antifascistes s'organisent

[A Chelles, dans la banlieue parisienne, un comité antifasciste s'est créé. Nous avons demandé à des militants de ce comité de nous faire connaître leur expérience.]

La constitution du comité antifasciste est apparue comme une nécessité. Chelles est une ville où les fascistes du S.A.C. tiennent le haut du pavé. Le maire est fasciste. Des commandos du S.A.C. circulent en voitures et communiquent entre eux par « talkie-walkie ». C'est une situation qui dure depuis longtemps.

Au retour d'une manifestation, des lycéens et un professeur ont été tabassés au commissariat.

Au moment de la quinzaine commerciale, des lycéens ont été attaqués par des fascistes.

C'est alors qu'il est apparu qu'il fallait organiser la riposte antifasciste, créer un rassemblement des antifascistes.

Une première réunion a eu lieu où trois tâches ont été fixées : Rassembler des renseignements sur les fascistes ; publier un bulletin ; pouvoir se mobiliser rapidement.

Un premier tract a été distribué. Il y était dit : « Pour que la riposte soit la plus efficace possible, un seul moyen : NOUS UNIR. C'est pourquoi un comité antifasciste se crée à Chelles et appelle à se regrouper sur ces objectifs :

— Lutte contre la répression des luttes populaires par les fascistes et les flics ;

— Combat contre le racisme, vieille arme des fascistes pour diviser les travailleurs ;

— Dénonciation de la justice de classe, si clémente pour les hommes de main de la bourgeoisie qu'elle en devient un véritable appel au meurtre contre les travailleurs ;

— Défense des libertés démocratiques si durement gagnées par notre peuple : droit de grève, de réunion, d'expression, d'association... »

En voyant le tract, de jeunes ouvriers sont venus nous trouver.

Bientôt, le 5 mai, une manifestation de masse a eu lieu à l'occasion de l'inauguration d'une rue par le maire (voir « H.R. » n° 188). Le comité antifasciste y a joué un rôle important. Flics et fascistes du S.A.C., sous les ordres du maire, se sont livrés ce jour-là à une répression sauvage.

Un tract a été distribué après ces faits, où il est dit : « Le comité antifasciste dénoncera tous les actes de répression qui se commettront dans la région. Il appelle tous ceux qui veulent lutter contre la répression policière et l'agression des bandes fascistes à se joindre à son action. »

Nous avons pu voir qu'après la manifestation, de nombreux gars ont fait confiance au comité antifasciste.

Dans la région, d'autres comités se sont créés, nous essayons maintenant d'agir ensemble.

Une invitation a été adressée aux militants de diverses organisations (CGT, C.F.D.T., P.S.U., P.C.F., A.S.T.I., P.S., Ligue communiste, Humanité-rouge) que nous connaissons, pour élargir l'unité antifasciste.

Il ne s'agit pas de créer un cartel d'organisations, mais de réaliser au sein du comité antifasciste l'union la plus large des antifascistes, organisés ou inorganisés.

Déjà le travail du comité antifasciste porte ses fruits. Alors qu'avant les activités des fascistes étaient peu connues de la population, maintenant elles sont mises en lumière et les gens en parlent.

Au centre culturel, une assemblée générale a eu lieu. Le maire était présent. Le directeur du centre a démissionné pour protester contre les violences fascistes qui y ont été commises par les gangsters du S.A.C. Les gens présents ont protesté contre ce qui s'est passé, même des personnes peu suspectes de « gauchisme ». Le maire était isolé. Ses hommes de main suaient à grosses gouttes.

A Chelles, maintenant, les fascistes savent qu'ils ne pourront plus continuer à agir impunément.

Milan :

LE FASCISME A L'ŒUVRE

Une fois de plus, le fascisme a assassiné en Italie.

Une personne a été tuée et cinquante blessées par l'explosion d'une bombe lancée dans la foule après le départ du ministre de l'Intérieur à la préfecture de Milan.

L'assassin, Bertoli, qui a d'abord été présenté comme un anarchiste, venait d'arriver d'Israël où il était parti volontairement il y a deux ans. A la suite d'une lettre venant de France, le trésorier du kibboutz lui paya son voyage.

La veille de l'attentat, Bertoli a rencontré un membre du syndicat fasciste CISNAL. En 1953-54, il était permanent de l'organisation fasciste « Paix et liberté » financée par la C.I.A. Voilà qui ne laisse aucun doute sur l'origine de ce crime qui vient s'ajouter à la liste des méfaits du fascisme en Italie. Qu'on se souvienne de l'attentat fasciste qui il y a quelques années, avait fait plusieurs morts à Milan, déjà. Plus récemment de l'attentat qui avait provoqué la mort des deux enfants d'un dirigeant local fasciste. Après que les révolutionnaires eurent été accusés, il est apparu que cet attentat était l'œuvre d'éléments fascistes.

La riposte des travailleurs italiens n'a pas tardé, puisque dès le 18 mai des grèves et des rassemblements ont eu lieu dans les usines.



Banlieue-Est de Paris :

RIPOSTE AUX BANDES FASCISTES

Depuis quelque temps, avec les élections et les grèves des lycéens et C.E.T. dans la banlieue est, il y a une recrudescence de l'activité des petits groupes fascistes.

Il y a un mois, un commando de l'U.N.I. (étudiants fascistes) d'une trentaine de personnes armées et casquées ont attaqué le lycée du Raincy. Ils ont échoué devant la mobilisation rapide des lycéens. Parmi les membres de ce commando, il y avait Frédéric Robinne, fasciste bien connu du lycée Condorcet à Paris. Des photos et un film ont été pris pendant cette agression.

Dans la nuit du vendredi 11 mai au samedi, ils ont donné la chasse à des colleurs d'affiches dans toute la région. Le matin, une dizaine de membres du Front National ont de nouveau tenté de distribuer un tract sur le lycée du Raincy. Il y avait parmi eux Galland, candidat du F.N. aux dernières élections à Noisy-le-Sec, que l'on a rencontré dernièrement à Bondy en grande

conversation avec des officiers de police en uniforme et en civil. De nouveau, les lycéens se sont mobilisés avec des apprentis des C.E.T. et des jeunes travailleurs d'un foyer : en tout, 50 personnes prêtes à accueillir les fascistes, plus des lycéens restés sur place. Du coup, l'Ordre Nouveau a préféré se retirer.

Le dimanche 13, des lycéens et des jeunes travailleurs sont allés sur le marché du Raincy-Villemonble pour en chasser des membres du F.N. qui distribuaient des tracts. La bagarre a éclaté quand ils ont insulté des travailleurs immigrés.

Actuellement, plusieurs lycéens ont reçu des menaces personnelles. S'ils reviennent attaquer les lycées du Raincy et de Villemonble, qu'ils sachent que tous les antifascistes de la région les recevront comme il faut.

A Peugeot Saint-Etienne, ces gens ont attaqués les travailleurs en grève pour leurs revendications vitales, en collusion directe avec le

patronat et la préfecture de police. Jamais nous ne laisserons l'Ordre Nouveau, l'U.L.N., l'U.N.I., le Front national installer la terreur dans les lycées, et étendre leur propagande fasciste.

Correspondant H.R.

Guichard "humanise"

Voilà que Guichard se préoccupe d'« humaniser » les villes. Chose étonnante ! Alors que durant des années on a vu naître des « cages à lapins » sans que ces messieurs s'émeuvent de la vie intenable qui y règne, les voici qui brusquement semblent s'apitoyer. Et Guichard annonce qu'il n'y aura plus désormais de grands ensembles. Est-ce par souci des conditions de vie du peuple ? Certes non. La raison est tout autre. De plus en plus

souvent dans ces grands ensembles, les habitants s'organisent, se rassemblent pour refuser les augmentations de loyer, pour s'opposer aux expulsions. Plus la concentration d'habitants est importante, plus leur pouvoir de résistance est grand.

Guichard a tiré la leçon de cela. En construisant désormais des ensembles de taille plus réduite, il compte pouvoir ainsi briser plus facilement les luttes de locataires, les rendre plus difficiles.

LES CLASSIQUES DU MARXISME-LÉNINISME

| | |
|---|--------|
| Karl Marx et Friedrich Engels Manifeste du Parti communiste | 1,05 F |
| Karl Marx Travail salarié et Capital | 0,85 F |
| Karl Marx Salaire, prix et profit | 0,85 F |
| Lénine Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique | 1,55 F |
| Lénine De l'État | 0,50 F |
| Lénine Les prévisions de Lénine sur les tempêtes révolutionnaires en Orient .. | 0,50 F |
| Lénine L'impérialisme, stade suprême du capitalisme .. | 1,40 F |
| Lénine L'État et la révolution | 1,40 F |
| Lénine La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky .. | 1,40 F |

| | |
|--|--------|
| Lénine Karl Marx | 0,85 F |
| Lénine La maladie infantile du Communisme (Le « Gauchisme ») | 1,20 F |
| Lénine sur les questions nationale et coloniale | 0,50 F |
| J. Staline Des principes du léninisme | 1,20 F |

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port.)

E. 100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE

B.P. 120, 75962 PARIS CEDEX 20

SIONISME ET RACISME

Dans le numéro précédent de « l'Humanité Rouge », nous l'avons expliqué : le sionisme, mouvement d'idéologie colonialiste a trouvé son aboutissement dans la création de l'Etat sioniste d'Israël, création pure et simple du colonialisme.

Comme tel, le sionisme utilise les méthodes colonialistes, le terrorisme, notamment. Comme tel, il est empreint du racisme foncier des colonisateurs, de « race dite supérieure » sur les peuples colonisés, proclamés « inférieurs ».

Le racisme, base de la fondation de l'Etat sioniste

Les colonialistes européens ont exploité et opprimé, au XIX^e siècle, les peuples d'Asie et d'Afrique, cependant, ils coexistaient avec les peuples jugés « inférieurs » qu'ils exploitaient. Les sionistes, quant à eux, ont agi différemment, s'attachant, pour exercer leur suprématie, A EVINCER LE PEUPLE COLONISE DE SA PATRIE.

Cette éviction n'a rien d'accidentel ; elle est au cœur même de l'idéologie sioniste, qui veut faire d'Israël un état « uniraçial ».

« Créer une Palestine aussi juive que l'Angleterre est anglaise », telle est la formule du sioniste Weitzmann dès 1919 !

La « loi du retour » de 1950, complétée par la loi sur la nationalité de 1952 est l'expression juridique d'une telle conception ; tout Juif venant en Palestine comme immigrant est d'office reconnu comme israélien ; c'est une loi de naturalisation qui ne s'applique qu'aux Juifs. Ben Gourion l'exprime clairement :

« Israël n'est pas seulement un Etat juif où la majorité des habitants sont des Juifs, mais un état pour tous les Juifs où qu'ils se trouvent et pour tout Juif qui désire être ici. C'est un droit inhérent au fait d'être juif. Ce droit est enraciné dans l'Histoire qui n'a jamais séparé le peuple de sa patrie. »

Notons au passage, les pseudo-arguments historiques sur le « peuple juif » descendant des Hébreux de Palestine, il y a 3 000 ans ! Sans doute les Arabes palestiniens sont-ils, bien plus que les Juifs, des descendants des premiers Hébreux. Nous pourrions revenir là-dessus ultérieurement.

L'affirmation du dirigeant sioniste Ben Gourion vaut bien qu'on s'y arrête :

Discriminations

De ce racisme sioniste, découlent contraintes et discriminations pour les habitants d'Israël... Ainsi, sur la carte d'identité d'un ressortissant israélien, n'est pas indiqué « Israélien » mais l'appartenance « ethnique » : « Juif » ou non et la religion ! Ainsi, les discriminations sociales et politiques sont considérables envers les « non-Juifs » ; les non-Juifs, et eux seuls, tombent sous le contrôle des autorités militaires, selon les « lois de défense ». D'après les articles 109, 110, 111 et 125, les libertés individuelles sont réduites — un Arabe doit circuler avec un laissez-passer —, la détention administrative des Palestiniens arabes permise, le couvre-

Etat sioniste, Israël est tourné vers les Juifs du monde entier, selon lui. Cela implique nécessairement :

— Une politique d'immigration massive ;

— La négation des Palestiniens arabes et leur expulsion.

Cette conception développée avec la création d'Israël n'a pas changé. Dans une récente interview au « Monde », le 9 mai 1973, Ben Gourion n'a-t-il pas déclaré :

« Je n'ai jamais considéré la proclamation officielle de l'Etat, il y a vingt-cinq ans, comme étant déjà l'établissement de l'Etat juif... On ne peut parler d'un Etat juif tant que ce pays ne comptera pas au moins 8 à 9 millions de Juifs... »

La contradiction avec sa déclaration précédente n'est qu'apparente ; fidèle à « l'idéal » sioniste, Ben Gourion lance un appel à l'immigration, tandis que son compère Lévy Eskhoj signifie brutalement l'expulsion des Palestiniens :

« Il n'y a pas de place pour eux... », y ajoutant la justification raciste :

« Ils se sentent bien plus à l'aise chez leurs frères de race qu'ils ne le seraient jamais en Israël ».

Cette conception « raciale » de l'Etat sioniste a de quoi dérouter, même les plus fervents et sincères admirateurs d'Israël... Car elle repose sur une définition sioniste du Juif : est juif celui qui est de mère juive ou convertie au Judaïsme !

Contrairement à ce que l'on pense souvent la définition sioniste du Juif n'est pas religieuse mais bien raciale ; peut être reconnu comme « Juif » quelqu'un qui est indifférent ou même athée — c'est le cas de 80 % des « Juifs » d'Israël dit-on...

feu légalisé, etc.

La Charte d'indépendance proclame l'égalité de tous... mais la réalité sioniste, c'est tout autre chose...

Et pour cerner de plus près encore la nature du racisme sioniste, décrivons une autre discrimination qui met à l'écart, parmi les Juifs, les « Juifs orientaux », souvent qualifiés « d'aravit » (arabe !). Un témoignage d'un Juif marocain :

« Si je suis revenu au Maroc, c'est simplement parce que j'ai été victime du racisme. Oui, monsieur du racisme ! Dans l'armée, j'avais fait connaissance d'une jeune fille polonaise. Tout alla



QU'EST-CE QUE LE SIONISME ? (2)

bien jusqu'au jour où j'ai rencontré sa famille. J'ai tout de suite compris qu'elle ne voudrait pas d'une mésalliance... Pour ces gens j'étais un marocain qui n'avait le droit qu'à un certain mépris... » Et il conclut : « Si je ne suis pas assez bon pour épouser une

Dayan s'écrie contre la « levantinisisation d'Israël » ; Ben Gourion : « Nous ne voulons pas que les Israéliens se transforment en Arabes ».

Quelques chiffres : 65 % de la population juive est d'origine orientale... 5 % des hauts fonctionnaires, 30 % des médecins, instituteurs sont « orientaux » !



Dans les géôles sionistes.

filles de Blancs, il n'y a pas de raison pour que je travaille la terre à leur profit. »

Et ce Marocain est revenu dans son pays, comme 300 000 autres immigrés, qui sont retournés dans leur pays, écœurés de la politique sioniste qui favorise les « Juifs occidentaux » — Les « Blancs », les « Européens » ! —

Interdits religieux

Le racisme sioniste a trouvé un support efficace dans le fanatisme religieux des rabbins d'Israël, qui justifient le sionisme par leurs slogans de « peuple élu » ou de « terre promise ».

Ce sont eux qui tranchent quant à l'identité juive ; ainsi bien des immigrants élevés dans la religion juive et qui s'estimaient juifs ont dû déchanter face au verdict du rabinat : leur mère n'était pas juive ou elle était convertie selon les règles de communautés juives américaines, que ne reconnaissent pas pour valables les rabbins d'Israël !...

Ce sont les rabbins qui imposent de multiples interdits, que doit respecter tout un chacun, croyant ou non : interdiction de mariage mixte (juif-non juif), de l'élevage du porc, de toute activité lors du sabbat, du mariage civil, etc.

Ainsi se dessine peut-être mieux le visage du racisme sioniste avec ses différentes composantes : racisme du colonisateur « blanc », racisme biologique au nom d'une prétendue « race juive », fanatisme religieux.

Afin de compléter cette étude, nous examinerons dans un prochain article, les rapports qu'entretiennent racisme antijuif et sionisme, deux faces d'une même idéologie réactionnaire et criminelle.



En Palestine occupée, les sionistes patrouillent sans cesse.

Commandez :

La brochure du C.I.L.A., 17, rue du Sentier, Paris-2^e.

« EN HOMMAGE A MAHMOUD EL HAMCHARI MARTYR DE LA REVOLUTION PALESTINIENNE »

Un exempl. : 0,50 F (+ port)

A Paris, de Parmentier à la Place des Fêtes

Manifestation de soutien au peuple palestinien

Interdite par la police sur le parcours prévu à l'origine (place Cléchy - République), une manifestation de soutien à la résistance palestinienne s'est tenue samedi 19 mai de Parmentier à la place des Fêtes. A l'appel de diverses organisations, environ 5 000 personnes ont manifesté leur soutien au peuple palestinien. On pouvait voir de nombreux drapeaux palestiniens. De nombreuses banderoles proclamaient :

« Vingt-cinq ans de crimes sionistes ! ».

« Vingt-cinq ans de résistance palestinienne ! ».

« Palestine vaincra ! ».

« A bas Israël, Palestine démocratique ! ».

« Vive la lutte des Juifs anti-sionistes ! ».

Tout du long, le cortège est apparu comme une manifestation d'unité des amis véritables du peuple palestinien. On ne peut que souhaiter que l'unité qui s'est réalisée en cette occasion autour de la résistance palestinienne se consolide à l'avenir. Pas de place ici pour les trotskystes, qui en refusant le mot d'ordre de la résistance palestinienne, « Palestine démocratique et laïque », et en prétendant lui substituer



des mots d'ordre contraires, se sont placés en dehors du camp des amis de la Palestine. L'unité n'est possible qu'entre les amis réels de la Palestine, c'est ce que cette manifestation a montré.

De nombreux travailleurs ara-



bes étaient présents et leur joie était grande que l'on soit si nombreux ce jour-là avec la Palestine. Des grévistes de la faim se sont joints au cortège en passant rue de Belleville. Là, de nombreux travailleurs immigrés sont rentrés dans la manifestation.

Arrivés place des Fêtes, la dispersion s'est effectuée sans incident et on peut affirmer que cette manifestation aura contribué à renforcer la détermination des participants à soutenir la révolution palestinienne jusqu'à la victoire.



Dans le métro, échec à une arrestation arbitraire

Jeu, 18 h 30, dans le métro, porte d'Orléans.

Notre groupe de 5 camarades est en train de coller les affiches sur la Palestine appelant à la manifestation de samedi. Malgré les 2 guetteurs, l'un de nous se trouve entouré de 3 contrôleurs en civil. Nous nous dispersons immédiatement, tandis que le camarade, après quelques minutes de discussion, réussit à s'échapper.

Nous réussissons à nous retrouver et comme il nous restait pas mal d'affiches, nous décidons de terminer le collage à Denfert-Rochereau.

Le guet s'organise, de façon plus vigilante (une fois suffit!). La première affiche est à peine déroulée qu'un homme en civil se dirige vers nous en disant : « Cette fois, je les tiens ! » Malgré mes signes, l'un de nos camarades se fait coincer contre un portillon : impossible de se dégager ! Il se retrouve tout seul, le seau de colle et le pinceau à la main. Ma camarade et moi, nous restons à proximité.

Le flic en civil essaie d'obtenir les papiers du camarade qui

refuse énergiquement. Devant son attitude, le flic s'énerve et le bouscule.

Nous décidons alors d'intervenir comme 2 passantes indignées par la scène : le flic refuse toute explication et appelle à coups de sifflets 3 contrôleurs. Ce qui attire également des passants. Nous discutons avec les gens et les contrôleurs : « Laissez-le tranquille, il n'a rien fait, il n'a pas d'affiches dans la main. Qu'est-ce que vous voulez prouver ? »

De quel droit l'arrêtez-vous ? »

Très vite, une quarantaine de personnes nous entourent et interviennent en critiquant violemment l'attitude des contrôleurs. Une Antillaise et un travailleur français les interpellent et dénoncent leur rôle : « Il y a assez de flics dehors, on n'en a pas besoin dans le métro ! Si tu veux faire ce sale boulot, va chez les flics ! Toi aussi, tu es travailleurs, réfléchis. »

Ça discute ferme depuis 15

à 20 minutes, quand un jeune travailleur fend le cercle des contrôleurs, en disant à notre camarade : « Barre-toi, on a assez discuté comme ça. »

Ce fait montre que nous devons redoubler de vigilance dans nos tâches politiques : nous ne devons ni surestimer la force de l'ennemi, ni sous-estimer la force du peuple.

Si nous sommes attaqués, il faut compter sur le peuple et avoir confiance dans les masses.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

| Nom | Abonnement | ordinaire | pli fermé | de soutien |
|---------|------------|-----------|-----------|------------|
| Prénom | 3 mois | 20 F | 35 F | 50 F |
| Adresse | 6 mois | 46 F | 80 F | 100 F |
| | 1 an | 92 F | 160 F | 200 F |
| | Etranger : | | | |
| | 3 mois | 45 F | 75 F | |
| | 6 mois | 85 F | 140 F | |
| | 1 an | 170 F | 280 F | |

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

| | |
|---|-------|
| Anonyme | 9 |
| D. B. | 31,70 |
| Un postier | 6 |
| Soutien à H.R. | 20 |
| Soutien H.R. (avril-mai) | 150 |
| Pour l'édification et le développement de l'avant-garde M.L. B.M. | 5 |
| C.D.H.R. J. Staline Palestine vaincra | 13 |
| G. B. et M. D. pour la victoire du socialisme | 50 |
| C.D.H.R. J. Staline | 23 |
| Un lecteur | 3 |
| P.L.L. Soutien hebdomadaire | 75 |
| En supplément à réabonnement M. | 15 |
| C. Pour le renforcement de H.R. | 100 |
| C.D.H.R. Manouchian | 370 |
| C.D.H.R. E. Varlin | 3,50 |
| Des admirateurs d'Engels | 4 |
| Claudine | 3 |
| C.D.H.R. Flourens | 50 |
| Un travailleur resté stalinien | 4 |
| Soutien à la position d'H.R. sur la question nationale en France | 100 |
| Un lecteur cheminot | 1 |
| Une partie du Comité de rédaction | 250 |
| Un lecteur - avril | 50 |
| Soutien à H.R. - avril | 100 |
| Soutien à H.R. - un camarade de l'est du Var | 5 |
| Soutien d'un camarade Paris, anonyme, en timbres | 5 |
| C.D.H.R. F. Yveton et sympathisants | 66 |
| Pour l'unité des M.L. A. M. B. | 21,70 |
| Un cheminot contre le révisionnisme | 50 |
| Soutien à H.R. - S. J. P. | 3 |
| En supplément à abonnement - D. P. P. | 40 |
| Un camarade | 0,50 |
| Un lecteur | 8 |
| C.D.H.R. Dallidet | 5 |
| C.D.H.R. Yveton | 55 |
| A une vente | 8 |
| Une femme de ménage | 0,50 |
| Un camarade | 9 |
| Un lecteur | 6 |
| Deux lecteurs | 2 |
| C.D.H.R. H. Barbusse | 5 |

| | |
|--|------------|
| Total de la semaine | 1 648,90 |
| Total précédent | 287 421,20 |
| Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R. | 289 070,10 |

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

| | |
|---|--------|
| Vive la résistance palestinienne | 50 |
| Collecte pour Peugeot sur un marché de la région parisienne | 132,85 |
| Soutien à Peugeot | 5 |
| Total | 187,85 |

RECTIFICATIF

Dans l'article sur la Mauritanie (p. 9, H.R. n° 188), il ne s'agissait pas du mois de mars, (comme il était écrit) mais du mois d'avril.

AFFICHEZ
H. R.

La nécessité du parti marxiste-léniniste⁽¹⁾

par Henri Jour

MARX, ENGELS ET LE PARTI PROLÉTARIEN

Nous avons à plusieurs reprises rappelé dans nos colonnes comment les premiers militants communistes qui quittèrent en 1963 les rangs du Parti communiste français devenu révisionniste considèrent **immédiatement** comme leur tâche primordiale de redonner au prolétariat de France un authentique parti révolutionnaire marxiste-léniniste apte à conduire les masses populaires à la victoire dans la révolution prolétarienne et l'édification du socialisme. C'est ainsi que dès le premier numéro de « l'Humanité Nouvelle », organe de la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes, notre camarade Jacques Jurquet, secrétaire alors de la Fédération, écrivait après avoir rappelé qu'il faut démasquer le révisionnisme moderne, infiltration de l'idéologie bourgeoise dans les rangs de la classe ouvrière et de ce qui devrait être son Parti :

« A l'étape actuelle, l'essentiel est d'affirmer notre objectif tactique : l'existence en France d'un Parti communiste fondant authentiquement son action sur les principes du marxisme-léninisme. »

C'est ainsi que le petit nombre des communistes dressés contre la ligne révisionniste des dirigeants du P.C.F. entamait un processus qui allait les conduire à la fondation en décembre 1967 du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

La bourgeoisie monopoliste, ses laquais révisionnistes, ainsi que la meute des idéologues petits-bourgeois saluèrent et continuèrent de saluer cet événement à leur manière, c'est-à-dire qu'ils s'acharnèrent à empêcher la création du P.C.M.L.F. et s'acharnèrent à détruire ce parti jeté dans l'illégalité en juin 1968.

Nous aurons l'occasion de revenir abondamment sur cette question dans un prochain article. Pour l'heure ce qui retient notre attention, c'est de voir comment l'entêtement des différentes officines bourgeoises pour détruire le parti prolétarien n'est rien d'autre que l'entêtement à effacer de la tête des prolétaires de France près de 150 années de luttes révolutionnaires, d'effacer les enseignements décisifs tirés par Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung sur les caractères de l'organisation du prolétariat, l'entêtement à priver le prolétariat de son arme suprême, de sa direction au combat.

Quand on sait le sang qu'a coûté au prolétariat et aux masses laborieuses l'absence d'un état-major guidé par la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste par exemple lors de la Commune de Paris, et les souffrances populaires épargnées grâce à la direction révolutionnaire du Parti bolchévique en Russie ou du Parti Communiste Chinois en Chine,

on comprendra aisément que la phrase de Lénine qui dit que la lutte idéologique d'aujourd'hui sera la lutte armée de demain est tout à fait vraie.

Comme toute idée juste, l'idée de la nécessité du parti indépendant du prolétariat a été tirée par Marx de la pratique, en l'occurrence l'expérience de plusieurs dizaines d'années de mouvement ouvrier en France et en Angleterre.

D'autre part Marx et Engels développent et enrichissent inlassablement cette idée dans le feu de la pratique révolutionnaire non seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe.

En raison de la nécessité du sujet et en dépit de la place limitée nous n'aborderons cette semaine que les phénomènes connus par Marx et Engels avant le tournant que constituent les révolutions de 1848 dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Marx a démontré comment le développement du prolétariat industriel est lié dialectiquement au développement de la bourgeoisie industrielle laquelle s'est développée d'abord en Angleterre puis en France. Aussi est-ce dans ces deux pays qu'apparaissent les premières formes du mouvement ouvrier moderne.

Ces formes mêmes ont été déterminées par le caractère des nouveaux rapports de production. En effet avec la bourgeoisie la force de travail du prolétaire est devenue une marchandise en échange de laquelle le capitaliste verse un salaire. Ce salaire dans le cadre du système capitaliste est en constante diminution. Le développement du machinisme qui « libère » des bras jette les propriétaires de ces bras sur le pavé, au chômage : la force de travail subsistant comme toute marchandise en système capitaliste la loi de l'offre et de la demande, le prix de la force de travail, le salaire baisse, tandis que la dégradation des conditions de vie dans les taudis des villes, de travail dans les usines entraîne une augmentation des frais de reproduction et « d'entretien » de cette marchandise qu'est l'esclave salarié. Faut-il préciser que ces frais supplémentaires nécessaires à la vie de l'ouvrier et de sa famille ne sont nullement pris en charge spontanément par le capitaliste.

Ceci explique le caractère des premières luttes ouvrières. Tant en Angleterre qu'en France ces luttes furent d'abord des luttes pour la défense des salaires et pour les droits ouvriers.

C'est sur cette base élémentaire que se constituent dès la fin du XVIII^e siècle en Angleterre des Associations de Défense, autrement dit des syndicats. Le

gouvernement anglais ne peut évidemment pas tolérer ces premières formes d'organisations ouvrières (il les interdit dès 1800) même si elles ne se préoccupent de lutter ni pour la transformation du régime politique ni pour transformer les structures sociales mais uniquement pour la défense des salaires.

Cela n'empêche nullement cette lutte économique de prendre parfois des formes entièrement violentes. Les ouvriers s'attaquent alors à tout ce qui représente plus directement le système capitaliste : patrons, petits chefs, policiers, juges et surtout machines qui symbolisent tout le nouveau système de production.

De plus à partir de 1830 les manifestations de masse et les grèves prennent une ampleur nationale. Effrayée de voir le prolétariat se lever devant elle l'aristocratie foncière qui tient les rênes du pouvoir « restaure l'ordre » : neufs pendaisons, près de 500 déportations.

La simple grève même accompagnée de manifestations et de violence à l'encontre des représentants des classes dirigeantes était impuissante à remporter des succès durables.

Aussi nombre d'ouvriers attendaient-ils des changements politiques, l'amélioration de leur situation. Tel était du moins l'appât que faisait miroiter à leurs yeux la bourgeoisie radicale sous la forme de la démocratie bourgeoise. Aussi dans un premier temps la classe ouvrière anglaise fut-elle enrôlée sous la bannière du radicalisme bourgeois, jusqu'à ce qu'elle soit trahie, jusqu'en 1832.

Dans sa recherche tâtonnante de la bonne voie le mouvement ouvrier anglais se tourna en partie entre 1830 et 1832 vers les réformes de structures proposées par Owen dans le cadre même du système : il s'agissait d'établir un système économique coopératif sans avoir eu besoin au préalable de s'emparer du pouvoir politique. C'est ainsi que plusieurs centaines de sociétés coopérati-

ves apparaissent. Leur principe : la vente directe du produit du travail par les travailleurs eux-mêmes, d'où la suppression des patrons et des intermédiaires. Le prix de la marchandise correspond au prix de la matière première plus l'évaluation du temps de travail passé à réaliser le produit. Cette expérience, car à l'époque c'en est une, échoue car elle sera incapable de surmonter la loi du marché capitaliste.

Toutes ses leçons par la négative : l'échec du mouvement purement syndical, l'échec de la réforme de structures, l'échec de la confiance dans les radicaux bourgeois allait conduire les masses laborieuses anglaises à un considérable pas en avant : le chartisme. Ce mouvement, qui tire son nom de la Charte du Peuple présentée en 1838, est le premier mouvement politique autonome du prolétariat. Il a son programme : la Charte dont les 6 points sont politiques et ses chefs qui sont tous des représentants des classes laborieuses. Malgré la modération de ses revendications le chartisme rencontre immédiatement parce qu'il est un mouvement politique prolétarien la haine des classes possédantes, d'autant plus qu'il a un profond écho révolutionnaire dans les masses qu'il entraîne.

Cependant, l'absence d'une ligne claire et d'une direction unie ajoutée à la répression conduisit le mouvement à l'échec.

Telle est largement schématisée la riche histoire de la lutte du prolétariat anglais que Marx et Engels étudièrent de façon approfondie. L'analyse des luttes de classe en France allait leur permettre de parfaire les leçons qu'ils en tiraient. Et c'est notamment à la suite de la révolution française de 1848 et du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte qu'ils devaient parfaire leur conception du parti prolétarien.

C'est ce que nous examinerons dans le prochain numéro d'H.R.

Le congrès des jeunesses révisionnistes OU LA DÉMAGOGIE AVANCÉE

Le révisionnisme devient de plus en plus difficile dans la France d'aujourd'hui, c'est ce que vient de montrer avec éclat le congrès des J. « C ».

Comment faire accepter le « Programme commun » et sa « démocratie avancée », comment se donner un vernis « révolutionnaire », c'est ce à quoi se sont attelés Catala et Marchais lors de ce congrès.

Pour cela tous les moyens sont bons et surtout les grands mots.

Ecoutez donc Catala reprendre le mot d'ordre si souvent lancé lors des manifestations lycéennes : « Une seule solution, la révolution » et aussitôt : « Un seul chemin, le programme commun » et encore : « Il n'y a que la lutte qui paie. La lutte dans toutes les circonstances. »

Mais attention, pas n'importe quelle lutte : « la lutte pour le contenu du programme commun ». C'est là un bel emploi de démagogie révisionniste. On prend les aspirations révolutionnaires des masses et aussitôt on les dévie vers les sentiers battus du révisionnisme.

Et Catala va même plus loin :

« Des jeunes me posent parfois la question dans les assemblées-débats : quand allons-nous changer les choses ? Est-ce seulement aux prochaines élections ? Pourquoi pas « Mai 1968 » avec le Programme commun ?

Eh bien, disons-le tout net, la prochaine date du nouvel affrontement entre la grande bourgeoisie et le peuple, quelle qu'en soit la forme, c'est de

nous qu'elle dépend, de notre aptitude à rassembler la jeunesse, le levain de l'Union populaire.

Catala sait fort bien que la jeunesse n'apprécie guère l'électoratisme, alors il se donne des airs. A la clef, toujours le « Programme commun ».

Et Marchais enchaîne :

« Oui, le chemin du mieux-être, le chemin du bonheur, c'est le chemin de la lutte. Il n'en est pas d'autre. Prenez-le sans attendre, Sans attendre 1976.

« Parce que, si le vote est un moment décisif du combat, il n'en est qu'un des moments. C'est aujourd'hui de l'action quotidienne pour les revendications les plus diverses, pour les libertés que jailliront les multiples sources qui, demain, en un fleuve puissant, balaieront le barrage lézardé de la réaction. »

Le « fleuve puissant » dont parle Marchais, c'est bien entendu le « Programme commun ». Catala et Marchais nous auront donné un spectacle peu reluisant de contorsions révisionnistes, allant jusqu'à rendre hommage à la République Populaire de Chine qu'il n'y a pas si longtemps ils ca- lomniaient tant et plus :

« Quel est le régime social qui a permis à des centaines de millions d'hommes d'en finir avec la hantise de la faim ? Ce n'est pas le capitalisme ! C'est le socialisme que l'on construit en Chine ! »

Comme quoi il n'y a pas bien longtemps, ils mentaient à son sujet.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

| Heures de Paris | Long. d'onde en m. |
|-----------------|-----------------------|
| 6 h | |
| 16 h | |
| 17 h | sur 31 et 42 m ; |
| 19 h | |
| 21 h | |
| 22 h | sur 31, 42 et 215 m ; |
| 23 h 30 | sur 31 et 41 m. |

PÉKIN

| Heures de Paris | Long. d'onde en m. |
|-------------------|-------------------------|
| 19 h 30 - 20 h 30 | sur 45,7 ; 42,5 ; |
| 20 h 30 - 21 h 30 | sur 45,7 ; 42,5 ; |
| 21 h 30 - 22 h 30 | sur 42,5 ; 45,7 ; |
| 22 h 30 - 23 h 30 | sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9. |

DE NOUVELLES ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES



Reims : La milice patronale à pied d'œuvre.

Prolongation de la garde à vue

Il y avait longtemps que Marcellin n'avait pas fait de déclarations officielles. C'est maintenant chose faite.

Sous couvert de lutte contre le « banditisme », Marcellin a déclaré souhaiter que la garde à vue soit prolongée de deux à quatre jours. Quatre jours entre les mains de la police, sans contact avec l'extérieur, on imagine aisément ce qui peut se passer pendant ce temps.

Lorsqu'on sait que l'amalgame entre le mouvement révolutionnaire et la « délinquance » est habituel chez Marcellin, on voit de quoi il s'agit.

Cela permettrait à la police de pouvoir enlever tout révolutionnaire et de le garder au secret durant quatre jours sous n'importe quel prétexte.

Il s'agit là d'une nouvelle menace contre les libertés démocratiques.

La garde à vue, telle qu'elle existe déjà aujourd'hui, est une pratique de caractère fascisant, sa prolongation renforcerait ce caractère.

Congrès des C.D.R. congrès fasciste

Les C.D.R., bien connus pour leurs activités terroristes, ont tenu leur 4^e congrès ces jours-ci. Dans le sillage de Pompidou, Fontanet, Druon, Galley, Marcellin, ils ont brandi la menace fasciste.

Les C.D.R. ont réaffirmé leur appui à « l'action du garant des institutions, le président de la République ».

Reprenant les termes des déclarations ministérielles de ces derniers temps, ils s'en sont pris aux « professionnels du dénigrement et de la subversion ».

Prétendant parler au nom de la fameuse « majorité silencieuse », leur programme se résume dans la trilogie pétainiste : « Travail, famille, patrie ».

S'attaquant aux enseignants, ils dénoncent « une certaine pollution politique et morale dans l'enseignement public » ce qui en clair veut dire qu'ils appellent à « l'épuration » de l'Éducation nationale.

Dans la tradition du corporatisme fasciste, ils proposent « une refonte du Parlement par la création d'une

chambre des intérêts économiques, culturels, sociaux au lieu et place des Sénat et conseil économique... ».

S'attaquant aux fonctionnaires, ils veulent « une refonte des statuts des fonctionnaires ».

Pour bâillonner l'information, ils souhaitent une chaîne privée de télévision et un « code déontologique des journalistes ».

Handicapés par leurs liens étroits avec la pègre, ils veulent se donner un visage d'« honnêtes gens ».

Bande armée, spécialisée dans le complot, les C.D.R. déclarent pour donner le change : « le port et l'usage d'armes n'a jamais été toléré et l'esprit de clandestinité sera banni ».

Les C.D.R. comptent ainsi rassurer l'opinion et élargir leur recrutement.

Les C.D.R. ont le visage du fascisme d'hier et d'aujourd'hui.

Mesures répressives contre les lycéens

Pour tenter d'endiguer l'impétueux mouvement lycéen en lutte contre la loi Debré, le gouvernement avait eu recours une fois de plus, le 17 avril, à la menace et au chantage. Le ministre Fontanet avait trouvé le remède radical : on allait supprimer les allocations familiales et les bourses aux lycéens en grève !

Le légionnaire Messmer, lui, a proclamé bien haut que pour mettre un terme au « désordre » il fallait « renforcer l'autorité des chefs d'établissements ». Par crainte des réactions combatives des lycéens et

de la population, il n'a pas osé dire comment il allait pousser un peu plus les proviseurs à se faire les matons ou les flics — en — chef des lycées.

Mais nous sommes en mesure aujourd'hui de révéler que Fontanet tient prêt un décret — qui doit sortir bien sûr aux vacances, lorsque les lycées sont fermés — constituant un pas de plus dans la fascisation du régime. Le gouvernement va donner aux chefs d'établissements le droit d'exclure les élèves grévistes sans passer par le conseil de discipline ! Après la carotte de la participation, le bâton de la répression... Les actuels conseils de discipline n'étaient pas toujours assez dociles ; avec cette disparition des garanties les plus élémentaires, l'administration sera désormais toute puissante. La bourgeoisie capitaliste croit pouvoir museler le mouvement lycéen et étudiant.

Elle se trompe. Dénonçons ce complot !

Halte aux atteintes au droit de grève

Citroën - Reims :

A l'usine Citroën de Reims, les ouvriers se sont mis en grève pour exiger la réintégration d'un ouvrier arabe licencié pour avoir pris la parole lors de la grève de la métallurgie.

La direction a fait venir sur place une milice et des individus sont allés voir les ouvriers individuellement pour leur faire reprendre le travail.

Brignolles : mines de bauxite

Après Renault, Peugeot et d'autres usines, c'est à Brignolles que le patronat a voulu traduire des ouvriers devant les tribunaux. La direction de Pechiney a porté plainte contre sept délégués pour « entrave à la liberté du travail ».

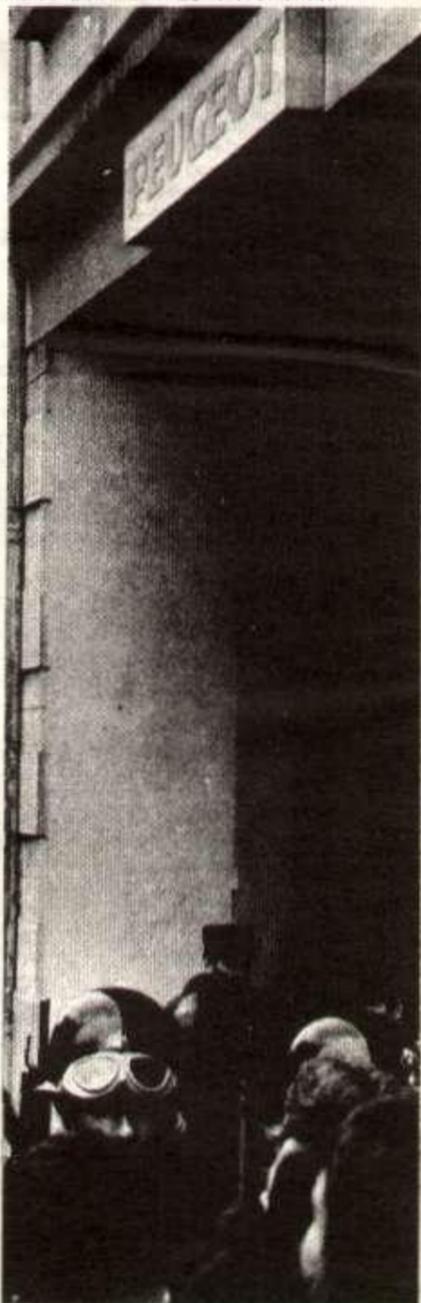
Devant la détermination des mineurs, elle a dû renoncer à sa plainte.

« Ordre nouveau »

A plusieurs reprises, les liens existant entre les nazis d'« Ordre nouveau » et le régime fasciste grec avaient été mis en évidence. Tout récemment, lors d'un procès qui s'est déroulé en Italie, de nouveaux éléments ont été révélés. Il y est apparu en effet que des fascistes français d'« Ordre nouveau » et italiens du M.S.I. recevaient un entraînement militaire en Grèce.



Saint-Etienne : Le terrorisme.



Quand la police revendique...

Le congrès du Syndicat général du personnel de la Préfecture de police a été l'occasion d'un déchainement d'hystérie fasciste. Le racisme, les appels à la violence y ont été déversés du haut de la tribune.

En coulisse, le Syndicat indépendant de la police, appuyé par Marcellin, tire les ficelles. Dans l'organe du S.I.P.N., on pouvait lire récemment un hommage aux assassins de Charonne, suivi de ces mots : « Nous déplorons même que, lors des manifestations interdites, celles-ci ne soient pas maîtrisées plus fermement par tous les moyens. »

